

L'INITIATIVE FARM
FOOD AND AGRICULTURE RESILIENCE MISSION

L'initiative **FARM** présente, en l'état des éléments exposés par le Président de la République en conférence de presse, des principes intéressants mais également des oublis, des incohérences et des risques de mesures contre-productives.

Elle repose sur 3 piliers.

- le **pilier commercial** met le doigt sur un élément central de la situation actuelle concernant les risques de restriction d'exports ou les achats sur les marchés par certains pays désireux d'augmenter leurs stocks. Agir sur ces aspects est déterminant pour limiter toute hausse supplémentaire des prix sur les marchés internationaux. Toutefois ces mesures ne peuvent pas reposer uniquement sur le système de suivi et de transparence AMIS (Agriculture Market Information System) qui est cité par le chef de l'État.
- le **pilier solidarité** recouvre **l'augmentation des seuils de production dans les pays producteurs en particulier européens**. Si le chef de l'État souligne que cette mesure doit être **temporaire**, il assure également que cela **doit se faire en respectant les règles existantes notamment en matière de biodiversité et de climat**.
- le **pilier production** dans les pays met l'accent sur l'importance de **renforcer et augmenter les capacités de production dans les pays dépendants des productions russes ou ukrainiennes**. C'est la première fois que cet élément est amené dans les déclarations des dernières semaines concernant la crise alimentaire.

Des initiatives précédentes des États du G7 pour lutter contre la crise alimentaire ont cependant démontré que les mesures prises de bonne foi peuvent provoquer des phénomènes d'accaparement du foncier, de déstructuration des filières locales et d'insécurité alimentaire dans les pays en développement.

Ce fut le cas avec la « Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition », lancée par le G8 en 2012 dans une situation similaire de crise des prix alimentaires. Avec le même objectif que l'initiative FARM d'augmenter les investissements dans l'agriculture et ciblant 10 pays africains, cette démarche a largement reposé sur des multinationales. Elle s'est accompagnée de modifications législatives libéralisant le foncier, les semences et la fiscalité au détriment des producteurs locaux. Face à son manque de résultat, ses limites et aux impacts négatifs qu'elle générerait (accaparements des terres, endettement de paysans, absence de redevabilité des entreprises impliquées), Emmanuel Macron avait fait le choix de s'en retirer en 2018.

L'ONU a indiqué que nous risquons aujourd'hui un ouragan de famines : la situation appelle à un changement en profondeur visant à **remettre à plat nos systèmes agricoles et alimentaires partout dans le monde et dans toutes leurs dimensions** (économique, commerciale, environnementale, sociale, climatique).